APORIES ET AMNESIES DANS LA PRATIQUE DU JUGE ELECTORAL SUPREME CONGOLAIS

Par

Fiston MUKENDI LUMPUNGU

Apprenant au 3^{ème} Cycle, Département de Droit public interne, Faculté de droit,
Université de Kinshasa

RESUME

C'est un honneur que la Constitution de 2006 ait renfermé la conquête du pouvoir dans les règles qui fondent la fonction de vérification, par le juge électoral, de la régularité des mandats des autorités politiques. Mais, l'exercice de systématisation des statuts de la Cour constitutionnelle, qui est investie de cette mission, ainsi que de ses membres donne lieu à un constat bidimensionnel : sur la forme et sur le fond. Sur la forme, il s'observe l'effritement de l'indépendance de la Cour qui émerge de multiples causes dont la principale serait l'instrumentalisation de la procédure de désignation de ses membres par les autorités politiques. Ceci procède de failles méthodologiques recensées dans l'activité de la Cour, auxquelles s'ajouterait l'auto-déconstruction de son raisonnement. La thérapie à cette crise nécessite la consécration de la Cour en tant que patrimoine de l'Etat de droit.

Mots-clés : Cour constitutionnelle, indépendance, méthodologie, apories, erreur matérielle, effet utile, jurisprudence.

ABSTRACT

It is a matter of honor that the 2006 Constitution has included the conquest of power in the rules underpinning the function of the electoral judge in verifying the regularity of the mandates of political authorities. However, systematizing the statutes of the Constitutional Court, which is entrusted with this mission, and of its members, gives rise to a two-dimensional observation: on form and on substance. In terms of form, the Court's independence has been eroded for a number of reasons, the main one being the instrumentalization of the procedure for appointing its members by the political authorities. This stems from epistemological and methodological flaws in the Court's work, as well as the self-deconstruction of its reasoning. Therapy for this crisis requires the consecration of the Court as a heritage of the rule of law.

Keywords: Constitutional Court, independence, methodology, aporias, material error, useful effect, jurisprudence.

INTRODUCTION

L'instauration du juge électoral a pour but d'assurer le triomphe de la loi électorale par la validation des résultats non-travestis. A ce point, le contentieux électoral apparaît comme une technique de légitimation des mandats politiques réguliers et sincères¹. Cette technique démocratique présuppose une justice électorale affranchie de différentes pesanteurs socio-politiques².

Cet objectif peut être cependant loupé de suite de sa coïncidence altérée avec les cadres normatif et institutionnel dans lesquels évolue le juge chargé de veiller à la régularité des mandats du Président de la République et des parlementaires. En effet, l'article 158 de la Constitution de 2006 dispose « *la Cour constitutionnelle comprend neuf membres nommés par le Président de la République dont trois sur sa propre initiative, trois désignés par le Parlement réuni en congrès, trois sur proposition du conseil supérieur de la magistrature. Les deux tiers des membres doivent être des juristes provenant de la magistrature, du bureau ou de l'enseignement universitaire* ». Il s'observe l'intervention des trois pouvoirs politiques dans la désignation et la nomination des membres de la Cour.

Ceci suscite la problématique de savoir si de ces pouvoirs politiques, eux-mêmes remarquablement assiégés par les forces politiques gouvernantes, prospérerait une configuration non-politisée des institutions publiques, particulièrement celle des institutions censées demeurer apolitiques, par nature.

Cette problématique s'intelligibilise à travers une observation selon laquelle, le caractère instrumental des dispositions constitutionnelles susvisées faciliterait le marchandage et le bradage interinstitutionnels de l'indépendance de la Cour constitutionnelle, car, outre les titres officiels « mythiques » leurs conférés, le Président de la République et les parlementaires sont des politiciens proéminents, issus ou œuvrant avec des partis politiques³.

¹ A. BRAUN, *Le pouvoir régulateur du régime politique : Etude d'une notion de droit constitutionnel institutionnel*, Paris, l'Harmattan, 2022, p. 388.

² G. CONAC, « Démocratie et élections », in J-P. VETTOVAGLIA (dir.), *Démocratie et élections dans l'espace francophone*, p. 26 cité par OUSMANE KHOUMA, *La sincérité du scrutin présidentiel devant les juridictions constitutionnelles africaines (Les exemples du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal)*, p. 6.

³ F. MUKENDI LUMPUNGU, « Patrimonialisation culturelle de la Cour constitutionnelle dans la consolidation de l'Etat de droit en République Démocratique du Congo », in *Cahiers africains des droits de l'homme et de la démocratie ainsi que du développement durable*, Revue africaine interdisciplinaire, 28^{ème} année, Numéro 84, Volume 1, Juillet-Septembre 2024.

Pourtant, l'espace public congolais est rempli de partis politiques fossilisés⁴ majoritairement dépourvus de bases idéologiques⁵. Situation qui paralyserait l'Etat en tant que pouvoir organisateur⁶, de sorte que la Cour constitutionnelle en sort affectée malgré sa nature apolitique⁷. Cette opinion se consoliderait à travers l'œuvre erratique de la Cour en matière électorale.

La dégringolade de la Cour constitutionnelle, en sa fonction de juge électoral, aurait pour cause l'effritement de l'indépendance du pouvoir judiciaire congolais, dans lequel elle est incorporée, dont les causes seraient l'incompétence technique et les mauvaises conditions de vie des magistrats⁸. Ramenées à l'évaluation de l'indépendance de la juridiction chargée du contrôle des élections politiques nationales, elles paraissent comme des causes mineures, car les membres de cette Haute juridiction seraient pourvus de l'autonomie nécessaire résultant de leurs cursus universitaires ou encore de leurs longues expériences dans le secteur de la justice.

D'ailleurs dans sa pensée sur la question, le Professeur Evariste Boshab estime que « *l'indépendance de la justice congolaise ne peut venir ni de l'exhortation des magistrats à demeurer dignes de leur fonction, ni de leur érudition, mais de la capacité de la société congolaise à faire naître des esprits véritablement indépendants* ».⁹

La pertinence de cette pensée trouve l'explication dans l'influence subie par le droit positif de la part du champ archéologique qui le porte¹⁰, lequel est souvent à l'image de la culture ou de la vision de la société partagée par son élite, particulièrement par l'élite politique. Ceci signifie que la crise de l'indépendance du juge électoral suprême congolais a pour cause principale son inféodation par les pouvoirs politiques, étant entendu que les gouvernants peuvent, tout en s'y conformant, se servir de la Constitution à des fins illicites¹¹.

Par ailleurs, cette étude se propose d'analyser certains arrêts du juge électoral suprême congolais afin de démontrer les imperfections d'ordre

⁴ E. BOSHAB, *Entre les colombes et les faucons : où vont les partis politiques*, Kinshasa, PUK, 2001, p. 77.

⁵ F. KALALA MUPANGANI, *Le Droit constitutionnel de la RDC*, Kinshasa, C.U., 2023, p. 285.

⁶ F. BOKONA WIPA BONDJALI, « La partimonialisation en Afrique ou la trahison de la constitution par le phénomène partisan », in *Revue française de droit, cultures et institutions*, Paris, Espérance, 2022, p. 119.

⁷ F. MUKENDI LUMPUNGU, *Op.cit.*

⁸ F. KALALA MUPANGANI, *Op.cit.*, pp. 317-322.

⁹ Dans ce sens, lire E. BOSHAB, « La misère de la justice et justice de la misère en République Démocratique du Congo », RRJ, PUAM, 1998, cité par A. KAMUKUNI MUKINAYI, *Droit constitutionnel congolais*, Bruxelles, L'Harmattan, 2011, p. 356.

¹⁰ R-E. MUTUZA KABE, *De la philosophie occidentale à la philosophie négro-africaine*, Kinshasa, EUA, 2008, p. 223.

¹¹ Ph. ARDANT, *Institutions politiques et Droit constitutionnel*, 17^{ème} éd., Paris, LGDJ, 2005, p. 3.

méthodologique qui, raisonnablement, ne sont pas en lien avec sa défaillance intellectuelle prise isolément. En d'autres termes, il s'agit de relever quelques cas de torture de la raison de l'Etat et des raisonnements par ce dernier. Elle offre l'avantage de contribuer aux efforts tendant à améliorer la justice électorale en vue de l'investiture des autorités politiques légitimes. Elle examine l'œuvre du juge électoral suprême sous l'empire de la Constitution du 18 février 2006. A propos du discours scientifique, cette étude recourt essentiellement aux approches juridiques dans le cadre d'une pluridisciplinarité portée notamment vers les approches empirique et psychologique.

Elle est subdivisée en trois points dont les deux premiers traitent successivement des apories (point I) de l'écartement pur et simple de la loi ou de la jurisprudence dans la pratique du juge électoral suprême (point II). Enfin, elle aborde le point relatif aux conséquences de l'attitude du juge sur l'unité jurisprudentielle (point III), car c'est le mouvement qui prouve la démarche.

I. APORIES DANS LA PRATIQUE DU JUGE ELECTORAL SUPREME CONGOLAIS

Les faiblesses dans la pratique du juge électoral suprême congolais se découvrent à travers l'analyse de certains arrêts qui empièteraient sur les dispositions constitutionnelles (A) ou qui porteraient atteinte aux droits et libertés des candidats (B).

A. Arrêts matériellement inconstitutionnels

A.1. Arrêt RCE 1390/ND-CR du 22 avril 2024

- *Résumé de la requête*

Par requête déposée le 19 mars 2024 au greffe de la Cour constitutionnelle, le requérant Alliance Bloc 50, A/B50 en sigle, déclarait que par l'arrêt RCE 0569/DN-CR, rendu le 12 du mois et de l'année que dessus, la Cour constitutionnelle, siégeant en matière de contentieux des résultats des élections législatives nationales, a annulé partiellement la Décision n°002/CENI/AP/2024 du 13 janvier 2024 et attribué un siège à la liste de la défenderesse FPAU, dans la circonscription de Tshangu, en remplacement de sa candidate.

Pour le requérant, la Cour s'était fondée sur les allégations avancées par deux regroupements politiques, non-bénéficiaires dudit arrêt, selon lesquelles la CENI a, par erreur, proclamé élue sa candidate¹².

¹² Lire Arrêt RCE 1390/ND-CR du 22 avril 2024, p. 1, inédit.

Le requérant soutenait, en outre, que la Cour a tiré sa conviction des fiches des résultats produites par la défenderesse en rectification d'erreur matérielle qui lui donnaient un total de 11.466 voix parmi lesquelles 8.587 revenaient à son candidat attaqué en rectification d'erreur matérielle. Il précisait, enfin, qu'après analyse des preuves et recomptage des voix des candidats, faits à l'aide de ces fiches, la Cour avait soutenu avoir constaté par elles la sincérité ou la véracité des voix recueillies par les différents candidats et que celles de la candidate du requérant en rectification d'erreur matérielle étaient inférieures à celles des autres candidats, particulièrement à celles du candidat de la défenderesse dans la présente¹³.

- *Position de la Cour*

Tout en affirmant sa compétence à statuer dans la présente cause, conformément aux articles 93 de la Loi-organique n°13/026 du 15 octobre 2013 relative à son organisation et à son fonctionnement et 74^{quinquies} de la Loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, telle que modifiée à ce jour, la Cour avait déclaré la requête recevable et fondée, annulé l'arrêt rendu sous RCE 0569/DN-CR le 12 mars 2024, proclamé élue députée nationale la candidate du requérant, Madame KILUBU KUTUNA Séraphine en remplacement du candidat du FPAU, Monsieur KABENGELA ILUNGA Jean-Marie ¹⁴.

En effet, la Cour avait motivé cette décision par le fait qu'après vérification des éléments versés au dossier en faveur du candidat contesté, notamment les fiches des résultats et les procès-verbaux de dépouillement, non contestés par la CENI, une cinquantaine de ces pièces ont été répétées, gonflant ainsi le nombre de voix de ce dernier¹⁵.

- *Commentaires de l'arrêt*

Plusieurs commentaires peuvent être retenus pour démontrer l'inconstitutionnalité de cet arrêt, mais deux d'entre eux méritent une attention particulière. Ils se rapportent respectivement à la compétence de la Cour constitutionnelle, comme juge électoral, ainsi qu'à l'objet du recours.

Primo, la Cour avait fondé sa compétence sur deux dispositions légales. L'article 93 de la loi-organique en rapport avec son organisation et son fonctionnement aux termes duquel « la Cour statue par voie d'Arrêt. Les Arrêts de la Cour sont écrits et motivés. Ils sont signés par tous les membres de la composition et par le Greffier du siège. Ils ne sont susceptibles d'aucun recours, sauf interprétation ou rectification d'erreur matérielle ». Ainsi que l'article 74^{quinquies} alinéa 4 de la loi électorale qui dispose « l'erreur matérielle n'a aucune incidence sur le dispositif, sauf

¹³ Lire Arrêt RCE 1390/ND-CR du 22 avril 2024, p. 2, inédit.

¹⁴ Idem, p. 5.

¹⁵ Idem, p. 4.

en cas d'inexactitude avérée des chiffres mentionnés dans la décision attaquée ou des vices de transcription ».

Pourtant, la contradiction entre ces deux dispositions est tellement notoire au point que leur application simultanée, à une même cause, n'est pas soutenable. Cette contradiction résulte de la notion du recours en rectification d'erreur matérielle institué par le dernier alinéa de l'article 93 de la loi-organique précitée, sur lequel le juge électoral s'est appuyé, et sur celle du recours de droit qui aurait été institué par l'article 74^{quinquies} de la loi électorale précitée.

La nuance provient du fait que l'alinéa troisième de l'article 93, ainsi que l'ensemble de la loi-organique précitée, vient en complément de la Constitution de 2006¹⁶ qui édicte le sacrosaint principe d'irrévocabilité des arrêts de la Cour constitutionnelle¹⁷, d'une part; tandis que l'article 74^{quinquies} de la loi électorale est une disposition générale, inférieure à la Constitution, prévoyant la révocabilité des décisions rendues par les différents juges électoraux, d'autre part.

Dès lors, il s'imposait au juge électoral, la Cour constitutionnelle, d'élucider entre les deux articles, celui qui fonderait sa compétence, *in specie casu*, étant entendu que leur alliage pourrait débrayer le système juridique. Cependant, d'aucuns soutiendront que de la combinaison de ces différents articles, les arrêts de la Cour constitutionnelle en matière électorale sont irrévocables, sauf « en cas d'inexactitude avérée des chiffres mentionnés dans la décision attaquée ou des vices de transcription ». L'irrévocabilité des arrêts de la Cour constitutionnelle en matière électorale ne serait donc pas absolue. Cette hypothèse ne peut pas être défendue, car le principe d'irrévocabilité des arrêts de la Cour constitutionnelle est posé par la Constitution. Ainsi, prise dans le sillage de la Constitution, la loi électorale ne peut pas modifier une matière tranchée par celle-ci, encore moins y déroger.

Secundo, l'objet de ce recours, tel que circonscrit dans la requête, diverge totalement avec celui d'un recours en rectification d'erreur matérielle qui signifie qu'une fois le litige tranché et la décision rendue, cette dernière s'impose *erga omnes* y compris au juge électoral, sans autre possibilité de contestation ou de recours, seuls les recours en interprétation ou ceux se rapportant à une erreur matérielle étant permis¹⁸.

¹⁶ Article 169 de la Constitution du 18 février 2006, telle que modifiée à ce jour, in J.O. RDC., 52^{ème} année, Kinshasa, numéro spécial, 5 février 2011.

¹⁷ Idem, Article 168.

¹⁸ J-P. MAVUNGU, *La justice constitutionnelle en République Démocratique du Congo, Aperçu sur la compétence et la procédure devant cette haute juridiction*, Kinshasa, EUA, p. 6.

Techniquement et selon la Haute cour¹⁹, le recours en rectification d'erreur matérielle doit nécessairement porter sur des erreurs ou omissions purement matérielles. *Sont ainsi qualifiées les erreurs ou omissions commises par inadvertance, par inattention ou par négligence, à l'instar d'une faute de frappe qui a pour conséquence de modifier le nom d'une partie ou le sens d'une phrase, d'une erreur de calcul commise par le juge par pure inattention, d'une substitution ou adjonction erronée d'un mot, de l'indication d'une fausse date, d'un oubli commis par le juge qui, par inadvertance ou par inattention dans la rédaction, a passé sous silence une disposition de la décision rendue*²⁰.

Il s'ensuit que dans les deux situations, l'anomalie affecte non pas le raisonnement du juge, mais uniquement son expression, de sorte que l'erreur ou l'omission qui affecte la décision ne sera pas regardée comme matérielle lorsqu'elle consiste en une faute d'appréciation des faits, une faute d'interprétation ou d'application de la règle de droit, ou enfin en une anomalie dans le raisonnement du juge. En d'autres termes, est à exclure du champ du recours en rectification d'erreur matérielle toute méprise d'ordre intellectuel et de droit portant sur l'existence, le sens ou la portée d'un droit ou d'une règle de droit, ou sur un vice de raisonnement dans l'œuvre du juge²¹.

Curieusement, le recours sous examen a abouti au changement du dispositif de l'arrêt attaqué, cela après avoir affecté le raisonnement du juge. Le raisonnement du juge est, en effet, vicié dans cette cause à partir du moment où celui-ci avoue que son arrêt querellé a été rendu sur la base d'une mauvaise appréciation des faits. Ceci ressort du deuxième considérant de la quatrième page de l'arrêt dans lequel le juge argue qu' « *une cinquantaine de fiches et procès-verbaux versés au dossier et dont il s'était servi pour valider Monsieur KABENGELA ILUNGA Jean-Marie ont été répétées gonflant ainsi le nombre de voix de ce dernier* ».

Tout compte fait, la Cour a procédé au réexamen de la cause, pourtant prohibé par la Constitution et la loi organique qui la régit, produisant ainsi un arrêt qui serait conforme à la Constitution que du point de vue de la forme.

A.2. Arrêt RCE 1476/DN-CR du 22 avril 2024

• Résumé de la requête

Dans sa requête en rectification de l'erreur matérielle de l'arrêt RCE 0810/DN-CR du 12 mars 2024, le regroupement politique Alliance des forces démocratiques du Congo et Alliés, AFDC-A en sigle²², prétendait que pour la

¹⁹ Lire les Arrêts RCE 1409/DN-CR, RCE 1440/DN-CD, RCE 1473/DN-CR, tous du 22 avril 2024, inédits.

²⁰ Lire Arrêt RCE 1390/ND/CR, du 22 avril 2024, inédit, p. 2.

²¹ Ibidem.

²² Lire Arrêt RCE 1476/ND-CR du 22 avril 2024, p. 2, inédit.

circonscription de Kisangani, province de la Tshopo, sa liste avait réalisé 11.672 voix dont 4.328 par son candidat. Pourtant, Madame NIKOMBA SABANGU Madeleine proclamée députée nationale par la Cour, en vertu de l'arrêt en cause, avait obtenu 4.780 voix sur les 6.689 réalisées par son regroupement politique ANB. Il ajoutait qu'il a été surpris par l'invalidation de son candidat, meilleur élu de sa liste, au motif que ses colistiers ont été accrédités, l'un de 1.844 voix et l'autre de 2.353 voix, soit un total de 4.197 voix que la Cour avait trouvées frauduleuses. Pour ce faire, il sollicitait la correction de cette « erreur matérielle » surtout que son candidat invalidé n'était pas appelé à présenter ses moyens de défense en rapport avec cette exagération de nombres des voix²³.

- *Position de la Cour*

La Cour avait affirmé sa compétence à statuer dans la présente, mais uniquement sur la base de l'article 93, alinéa 4, de la Loi-organique n°13/026 du 15 octobre 2013 relative à son organisation et à son fonctionnement. Elle avait déclaré la requête recevable et fondée, annulé l'arrêt rendu sous RCE 0810/DN-CR le 12 mars 2024, et proclamé député national Monsieur LOTIKA LIKWELA²⁴.

La Cour avait motivé sa décision par un moyen unique lié au respect des droits de la défense consacrés par les articles 19, alinéa 3, et 61, point 5, de la Constitution de 2006, droit organisé dans un Etat de droit proclamé à l'article premier de la même Constitution²⁵.

- *Commentaires de l'arrêt*

Dans cette cause, la Cour avait entretenu délibérément une cacophonie dans le but de camoufler les distances qu'elle a prises vis-à-vis de la Constitution. En réalité, les dispositions légales invoquées par la Cour, au titre de fondement de sa compétence, lesquelles renvoient au recours en rectification d'erreur matérielle, déjà définie, ne se marient pas avec les dispositions constitutionnelles avancées pour appuyer son raisonnement. Car, le non-respect des droits de la défense, si l'hypothèse était établie, constituerait la violation d'une règle de droit, précisément les règles énoncées par la Constitution. En conséquence, le recours éventuel y résultant ne serait qu'un recours de droit, pas un recours portant sur la correction d'une erreur matérielle.

²³ Lire Arrêt RCE 1476/ND-CR du 22 avril 2024, pp. 2-3, inédit.

²⁴ Idem, p. 5.

²⁵ Idem, p. 4.

En sus, en sa qualité de juge des élections, la Cour est juge des faits²⁶ obligé d'analyser les irrégularités ayant entaché les élections afin d'apprécier leur incidence sur les résultats. Or, en réhabilitant sans transition le candidat qu'elle avait pourtant invalidé, la Cour a violé les principes de liberté et d'égalité, parce que n'ayant pas statué suivant les normes régissant le juge électoral. D'ailleurs, c'est à cause de cette faiblesse logico-formelle que son arrêt est dépourvu de motivation relative à la véracité des voix vantées par le requérant.

A.3. Arrêt RCE 1474/DN-CR du 22 avril 2024

- **Résumé de la requête**

Dans la présente cause, la Cour fut saisie par requête en rectification d'erreur matérielle dirigée contre l'arrêt RCE 0641/DN-CR du 12 mars 2024. Le requérant Action des Alliés/tous pour le développement du Congo, 2A/TDC en sigle, arguait que la requête initiale visait le candidat d'une autre liste et non son candidat, bien qu'étant tous de la circonscription de Bulungu²⁷.

- **Position de la Cour**

Tout en fixant le siège de sa compétence sur les dispositions des articles 93 de sa Loi-organique et 74^{quinquies} de la loi électorale, la Cour avait invoqué également l'article 168 de la Constitution de 2006. Comme décision, elle avait déclaré la requête recevable et fondée, annulé l'arrêt attaqué et proclamé élu député national, MUNGANGA GADIMBA Cléophas en remplacement de Madame MUPEKA KINDUNDU Jocelyne de AA/C²⁸.

Pour la Cour, l'arrêt contesté avait attribué 9.738 voix au candidat dont mandat en cause, pourtant ce dernier avait réalisé seulement 6.738 voix. L'erreur aurait consisté donc en la confusion de « 6 » et « 9 ».²⁹

- **Commentaires de l'arrêt**

Malgré la pertinence qui se dégagerait de la motivation du juge électoral, son arrêt manque de fondement légal. Ceci veut dire qu'en invoquant les trois articles ci-haut cités, la Cour n'a pas donné le fondement de sa compétence, parce que les dispositions de ces articles s'excluent réciproquement. Cet arrêt ne frise-il pas une entorse au dynamisme qui caractérise le système juridique congolais ? En plus, ne s'agit-il pas là d'un syllogisme dépourvu de la prémisse majeure ?

²⁶ G. MARC, « La motivation des décisions du Conseil constitutionnel », *In Annuaire international de justice constitutionnelle*, 28-2012, 2013. Le juge constitutionnel et l'équilibre des finances publiques - Constitutions et mécanismes d'intégration régionale. pp. 49-51.

²⁷ Lire Arrêt RCE 1474/DN-CD du 22 avril 2024, p. 1, inédit.

²⁸ Idem, p. 4.

²⁹ Idem, p. 3.

B. Regard sur une décision liberticide : Arrêt RCE 1413/DN-CR du 22 avril 2024**• Résumé de la requête**

La requête en rectification de l'erreur matérielle sous examen fut dirigée contre l'arrêt RCE 0684/DN-CR du 12 mars 2024. Elle opposait deux candidats de l'Union pour la démocratie et le progrès social/TSHISEKEDI, UDPS/TSHISEKEDI en sigle, dans la circonscription de Kasongo, province du Maniema.

Le requérant contestait devant la Cour, la proclamation définitive de Monsieur NDARABU AMURANI ARUNA en qualité de député national en arguant que ce dernier avait obtenu 4.504 voix contre 6.528 voix de son colistier SUDI AL AMIN ZIMAMOTO³⁰.

• Position de la Cour

La Cour avait affirmé sa compétence à connaître de cette cause partant des articles 93 de la Loi-organique n°13/026 du 15 octobre 2013 relative à son organisation et à son fonctionnement et 74^{quinquies} alinéa 4 de la Loi n°06/006 du 9 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, telle que modifiée à ce jour. Elle avait, en outre, déclaré la requête recevable et fondée, annulé l'arrêt attaqué en rectification d'erreur matérielle et proclamé élu député national sur la liste du requérant, le candidat SUDI AL AMIN ZIMAMOTO³¹ en remplacement de Monsieur NDARABU AMURANI ARUNA³². Le cheminement ayant conduit à cette décision reposait sur deux moyens principaux.

En première position, la Cour avait soutenu la découverte d'une erreur matérielle. Celle-ci a été glissée dans l'arrêt attaqué lors de la transcription du nombre de voix obtenues par chacun de deux candidats de la liste du requérant et qui s'était répercutée sur l'attribution de siège en défaveur du candidat SUDI AL AMIN ZIMAMOTO. Elle avait expliqué que cette découverte de l'erreur matérielle a été réalisée après vérification des éléments fournis par le requérant dans la présente, notamment la fiche d'attribution des sièges aux candidats rendue publique par la CENI.

En seconde position, la Cour avait justifié sa décision par le respect des droits de l'éligibilité et de la défense du candidat SUDI AL AMIN ZIMAMOTO, car, avait ajouté la Cour, si ce dernier était présent à l'appel de la cause initiale, il aurait dû corriger cette erreur³³.

³⁰ Arrêt RCE 1413/DN-CR du 22 avril 2024, p. 1, inédit.

³¹ Ibidem.

³² Idem, p. 5.

³³ Idem, p. 4.

- *Commentaires de l'arrêt*

La Cour a brillé par une faiblesse dans le traitement de ce dossier ainsi que par le développement des arguments scientifiquement misérables. D'abord, elle a indiqué que le requérant n'avait pas versé la copie de l'arrêt attaqué au dossier³⁴. Pourtant, il s'agit d'une pièce maîtresse à partir de laquelle le juge vérifierait la qualité du requérant comme partie au procès initial et apprécierait la valeur des griefs relevés dans la requête.

En plus de cette irrégularité de forme, le premier motif de cet arrêt reposant sur la découverte d'une erreur de chiffres après exploitation des pièces du requérant en rectification d'erreur matérielle, notamment la fiche de la CENI, est un alibi qui jette le discrédit sur la Haute cour. Au fait, aux termes de l'arrêt incriminé, la Cour soulignait qu'elle avait pris en compte « *les pièces authentiques et non contestées de la CENI, à savoir les fiches des résultats qui établissaient que le premier candidat, contesté dans la présente, avait obtenu 9.814 voix, alors que la CENI, ne lui avait attribué que 6.528 voix* »³⁵.

De ce qui précède, il semble qu'à défaut de l'être tous, l'un de ces arguments est faux. Mais, la fausseté du nouvel argument, soutenant la découverte d'une erreur matérielle, semble sauter aux yeux pour deux raisons. La première tient du fait que si la fiche d'attribution des sièges a existé, elle ne pouvait que transcrire les résultats contenus préalablement dans les fiches des résultats des bureaux de votes. Celles-ci prévaudraient d'ailleurs sur toute autre pièce, notamment les procès-verbaux de compilation tant il est vrai que cette opération de centralisation des données n'a pas eu lieu lors des élections du 20 décembre 2023. Or, aux dires de la Cour, les fiches de la défenderesse en rectification d'erreur matérielle étaient authentiques. Dès cet instant, le total de voix qu'elles reprenaient devait l'emporter contre la somme de voix reprise sur la fiche d'attribution des sièges. La seconde raison tient de ce que la fiche d'attribution des sièges donne un total brut de voix par candidat, de manière moins transparente, contrairement aux fiches des résultats qui rendent la lisibilité du score réalisé par chaque candidat, et ce par bureau des votes.

Aussi, c'est illogique d'apprendre de la Cour, juge de la légalité et de la sincérité des élections, qu'elle a découvert la fiche d'attribution des sièges bien après, dans le dossier des pièces de la requérante. Un tel argument dénote la violation de la loi par la CENI qui n'aurait pas transmis les procès-verbaux ainsi que les pièces jointes, à la Cour constitutionnelle³⁶, dans le délai de

³⁴ Arrêt RCE 1413/DN-CR du 22 avril 2024, p. 2.

³⁵ Arrêt RCE 684/DN-CR du 12 mars 2024, quatrième feuillet, inédit.

³⁶ Lire l'article 71, alinéa 5^{ème}, de la Loi n° 06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, telle que modifiée à ce jour, in J.O. RDC, 63^{ème} année, Kinshasa, numéro spécial, première partie, 05 juillet 2022.

traitement du contentieux. Dans le cas où cette hypothèse s'avérerait fausse, alors la violation de la loi incombe à la Cour pour n'avoir pas exploité, à bon escient, ces éléments de preuve³⁷.

Enfin, le droit d'éligibilité et le droit de la défense appellent à un traitement égalitaire de toutes les parties au procès électoral afin de satisfaire aux exigences de cohérence et de non-contradiction. De ce fait, tout en privilégiant les droits de la défense du candidat SUDI AL AMIN ZIMAMOTO, la Cour avait le devoir d'inviter le candidat contesté NDARABU AMURANI ARUNA à rencontrer les prétentions de son colistier. La non-déférence à cette condition fondamentale n'expose-elle pas son arrêt à la critique pour violation des droits de la défense ainsi que des droits politiques de ce dernier ?

II. AMNESIES DANS LA PRATIQUE DU JUGE LECTORAL SUPREME CONGOLAIS

L'activité du juge électoral suprême sous l'empire de la Constitution de 2006 reste aussi marquée par l'oubli ou la dissolution des solutions précédemment données aux cas similaires. Cette pratique serait dictée par la tendance de la Cour à obéir aux instructions politiques³⁸ (A) ; ou encore par celle consistant à entériner sans faille les décisions de l'organe de gestion électorale (B).

A. Amnésies liées à la docilité de la Cour face aux instructions politiques

A travers le parcours tortueux du contentieux électoral congolais, il peut être répertorié un nombre considérable de causes à verser au registre des arrêts rendus de suite de la docilité de la Haute cour face aux ordres des animateurs des pouvoirs et formations politiques. Mais, ce mode opératoire est tellement sophistiqué, au regard du mystère qui l'entoure, au point qu'il est difficile de recenser tous les mandats dont la validation ne résulte pas de l'authenticité de la volonté majoritaire des électeurs, mais plutôt de la volonté d'une minorité d'acteurs politiques.

Ce faisant, il ne sera abordé que le cas des arrêts prononcés à la suite des recours exercés par les candidats dont les suffrages ont été invalidés par le CENI, lors des élections générales du 20 décembre 2023, à cause de l'ombre de la haute main politique.

³⁷ Certes, le recomptage des voix, relevant du pouvoir d'appréciation du juge, est une mesure extraordinaire d'instruction à laquelle le juge peut recourir après avoir épuisé toutes les autres vérifications d'usage, mais face aux faits de la présente cause, le juge devait y recourir pour découvrir l'authenticité de la volonté exprimée par les électeurs de la circonscription électorale de Kasongo.

³⁸ Parfois le juge constitutionnel est pris pour caution des atteintes à la Constitution. Lire à ce propos, Ph. ARDANT, *Institutions politiques et Droit constitutionnel*, Op.cit., p. 2.

Notons qu'avant de trainer en justice la Décision N° 001/CENI/AP/2024 du 5 janvier 2024 qui leur causait griefs, ces candidats avaient privilégié la voie administrative. Face au rejet de leurs recours par la CENI³⁹, ils saisirent le Conseil d'Etat, qui déclina sa compétence.

Dans cette impasse, soixante-trois d'entre eux décidèrent de porter leurs doléances devant le juge naturel de l'élection des députés nationaux. A l'audience publique consacrée au traitement de ces recours, le ministère public demanda, dans ses avis, à la Cour de déclarer certaines requêtes irrecevables et d'autres recevables mais non-fondées. Il n'y eut aucun avis concluant au fondement ne fût-ce que d'une seule requête.

A son audience du jeudi 8 février 2024, la Cour se prononça et déclara trente-cinq de ces recours irrecevables, vingt-quatre recevables mais non-fondés, dont quatre pour les raisons de désistement⁴⁰. La motivation principale à la base du non-fondement de ces requêtes s'articulait autour de l'absence de preuves des voies vantées par les candidats contestataires ou autour d'autres vices de procédure. A titre purement indicatif, il convient de citer les arrêts RCE 706/DN-CR, RCE 1023/DN-CR et RCE 1027/DN-CD, RCE 1022/DN-CR, RCE 0340/DN-CR, tous du 8 janvier 2024, respectivement dans les circonscriptions électorales de Lubao, Kabinda et de Mweka, Ilebo, Dibaya.

Pourtant, l'annulation de cette décision s'imposait en tant que prolongement de l'empiétement déclaré des compétences de la Cour par la CENI. Après cette annulation, la Cour devait se comporter en juge actif. En effet, la loi reconnaît au juge des élections le pouvoir de prendre l'initiative, par des mesures d'instructions nécessaires, en vue de la manifestation de la volonté des électeurs⁴¹.

En principe, la Cour devait enjoindre à la CENI⁴² de réhabiliter les suffrages arbitrairement invalidés, afin de procéder à la proclamation des résultats suivant l'ordre d'arrivée des candidats. L'exécution d'une pareille décision serait difficile à ce niveau du processus électoral. Voilà pourquoi, la Cour devait se comporter en juge pragmatique en instruisant à la CENI de lui transmettre les procès-verbaux des suffrages invalidés, si ces derniers ne

³⁹ Par la *Décision n°003/CENI/AP/2023 du 13 janvier 2024*, la CENI n'avait réhabilité que les suffrages d'un seul candidat, Kalumba Mwana Ngongo Justin, dans la circonscription électorale de Kasongo, province du Maniema.

⁴⁰ <https://www.radiookapi.net/2024/02/08/actualite/politique/legislatives-2023-invalides-par-la-ceni-63-candidats-deboutes>, consulté le 18 novembre 2024.

⁴¹ Article 74^{quater} de la Loi n° 06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, telle que modifiée à ce jour, in *J.O. RDC*, 63^{ème} année, Op.cit.

⁴² Le juge électoral est autorisé à prendre des jugements avant dire droit dans le cadre de l'instruction du dossier. Lire à ce propos J-L. ESAMBO KANGASHE, *Droit électoral congolais*, 2^{ème} éd., Bruxelles, Académia-l'Harmattan, 2020, p. 252.

faisaient pas partie des plis déjà déposés, et, en tout état de cause, procéder à leur ouverture.

En conséquence, la Cour ferait usage d'énormes pouvoirs dévolus à tout juge électoral, notamment les pouvoirs de réformer les résultats (en soustrayant les votes des bureaux à problème), d'annuler les votes et de convoquer une nouvelle élection ou de renverser les résultats⁴³.

Ces mesures étaient indispensables, car le juge électoral ne peut conclure à la sincérité des résultats que dans la mesure où le déroulement du processus a respecté les conditions légales qui en fixent la régularité⁴⁴. Pourtant, il appert qu'en invalidant les suffrages de différents candidats, la CENI a violé la loi empêchant ainsi de conclure à la sincérité de certains mandats validés par la Cour.

La docilité du juge électoral se lirait à travers l'attitude adoptée unanimement par les différentes autorités intervenues dans ces affaires⁴⁵, y compris le ministère public près la Haute cour. Cette attitude a consisté en l'évitement de l'annulation de la décision incriminée ainsi qu'en la suspension de ses effets. A l'appui de cet évitement, deux arguments, non contredits par lesdites autorités, ont été véhiculés :

- Il s'agit de la solidarité interinstitutionnelle insufflée par une interprétation tropicale de la théorie anthropomorphique de l'Etat ;
- Ainsi que de la non-remise en cause des acquis électoraux.

Ce second argument signifie que l'invalidation de suffrages obtenus par ces candidats était la contrepartie de l'acceptation des résultats des élections générales du 20 décembre 2023 par une frange de la société civile, auteur de la thèse selon laquelle le processus électoral était émaillé de plusieurs irrégularités.

Caporalisé, le juge électoral a dû sortir le droit par la fenêtre, en renonçant aux idéaux de l'Etat de droit et de la démocratie, pour faire enter la politique par la porte. Pourtant, le dénouement judiciaire du débat relatif à ces irrégularités ainsi que l'annulation subséquente des votes, qui en résulteraient, procureraient de la transparence à ce processus électoral tout en purifiant les mandats à valider de toute impureté.

⁴³ D. REMY-GRANGER , « Le pouvoir de suffrages », in M. TROPER et alii, *Traité international de droit constitutionnel*, T. 2, Paris, Dalloz, 2012, p. 252.

⁴⁴ Lire *Arrêt RCE 364.DN, 2019* cité par P. BONDON, « Droit électoral pénal congolais, analyse des incriminations et de la jurisprudence d'un contentieux utile pour la répression de la fraude électorale », in J-P. SEGIHOBE et alii, *Le droit pénal congolais entre douleur et enchantement dans le contexte contemporain*, Liber amicorum Doyen Raphaël Nyabirungu mwene Songa, Bruxelles, Brulant, 2021, p. 1166.

⁴⁵ Il s'agit des membres de la CENI, des juges du Conseil d'Etat et du procureur général près la Cour de Cassation.

B. Amnésies caractérisées par les arrêts reconnaissifs

B.1. Arrêt RCE 014/PR.CR du 09 janvier 2024

- *Résumé de la requête*

Par sa requête du 3 janvier 2023, enrôlée au greffe à la même date, Monsieur Théodore Ngoy Ilunga wa Nsenga avait saisi la Cour constitutionnelle en contestation de la régularité du processus électoral, des opérations de vote de l'élection présidentielle du 20 décembre 2023, étendues illégalement et irrégulièrement jusqu'au 27 du même mois, ainsi que des résultats publiés le 31 décembre 2023⁴⁶. Ce candidat à la présidentielle établissait la différence entre les irrégularités commises pendant et celles commises avant les opérations de vote.

S'agissant des irrégularités commises au cours des opérations de vote, il citait successivement l'existence des bureaux de vote parallèles, la détention des machines à voter par des candidats, l'émission de votes par des électeurs sans carte d'électeur, l'absence ou l'expulsion des bureaux des votes des témoins et observateurs dûment accrédités, le bourrage d'urnes au profit d'un candidat président de la République et des candidats députés de son obédience, le manque des fiches des résultats et des procès-verbaux de dépouillements signés conformément à la loi, la destruction de certains bureaux des votes et la non-ouverture ou l'ouverture tardive d'autres ainsi que la prorogation unilatérale des opérations de vote au-delà du 20 décembre 2023⁴⁷.

S'agissant des irrégularités commises avant les opérations de vote, il relevait la problématique de la viabilité du fichier électoral, de la publication de la cartographie électorale, de la détention de la carte d'électeur ou de son duplicata, de l'égal traitement des candidats⁴⁸.

Son recours s'articulait autour d'un moyen unique, à savoir l'irrégularité du processus électoral, subdivisé en cinq sous-branches.

- La première sous-branche abordait la question des irrégularités délibérées liées à l'enrôlement des électeurs et à la tenue du fichier électoral.
- La deuxième expliquait le traitement inégalitaire des candidats présidents de la République par le candidat Président de la République sortant ainsi que son ministre de l'intérieur et de la sécurité.
- Dans la troisième sous-branche, le requérant dénonçait la non-publication au journal officiel et l'absence de notification à chaque candidat de la liste définitive des candidats présidents de la République.

⁴⁶ Lire *Arrêt RCE 014/PR.CR*, du 9 janvier 2024, premier feuillet, inédit.

⁴⁷ Idem, deuxième feuillet.

⁴⁸ Ibidem.

- La quatrième sous-branche était réservée au moyen d'exclusion de l'électorat des territoires en proie aux conflits armés. Il dénonçait enfin la prorogation illégale et irrégulière des élections du 20 jusqu'au 27 décembre, ainsi que
- Le non-dépouillement et la non-compilation des résultats⁴⁹.

- *Position de la Cour*

Après la justification de sa compétence par rapport aux questions posées, la Cour avait déclaré la requête recevable et non-fondée⁵⁰.

Pour la Cour, seulement la deuxième et la troisième sous-branche du moyen unique soulevé pouvaient être examinées, parce que les autres irrégularités avaient été déjà portées devant elle sous R.Const. 2120 et qu'aux termes de son arrêt du 14 décembre 2023, elle avait précisé leur défaut d'influence sur le processus électoral dans son ensemble ainsi que leur impertinence à affecter la sincérité et l'exactitude du scrutin⁵¹.

Examinant la demande, la Cour argumentait, dans le cas d'espèce, que l'écart séparant le requérant du candidat proclamé provisoirement élu était énorme. En effet, pour la Cour, à l'issue du scrutin présidentiel du 20 décembre 2023, les résultats obtenus par les deux candidats étaient les suivants.

Le candidat Théodore Ngoy Ilunga wa Nsenga 4.139 voix, soit 0,02 %. Alors que le candidat Tshisekedi Tshilombo Félix Antoine avait obtenu 13.215.326 voix, soit 73,34 %.

Dès lors, pour la Cour, même si elles étaient considérées, les irrégularités dénoncées n'auraient point d'incidence sur l'ordre d'arrivée des candidats. En conséquence, ces irrégularités étaient sans effet juridique⁵².

Poursuivant en outre l'examen des irrégularités dénoncées par le requérant, dans la deuxième branche de son moyen unique, le juge électoral notait que l'article 73 de la Constitution, auquel ce dernier s'était référé pour attaquer la prorogation du temps de la tenue des scrutins, ne précise pas le nombre de jours endéans ou pendant lesquels l'élection doit se tenir. Selon la Cour, cette mesure de la CENI était fondée sur l'article 52 *in fine* de la loi électorale qui dispose : « *Toutes dérogations aux heures d'ouverture et de fermeture est motivée et ne peut être décidée que dans les conditions assurant l'égalité des citoyens devant le suffrage* ». Elle ajouta qu'étant donné que certains centres et bureaux de vote avaient procédé aux opérations de vote en retard et que certains autres n'avaient pratiquement pas pu le faire, c'était à bon droit que la Centrale

⁴⁹ Lire *Arrêt RCE 014/PR.CR.* du 9 janvier 2024, du onzième au dix-neuvième feuillet, inédit.

⁵⁰ Idem, vingt-neuvième feuillet.

⁵¹ Idem, vingt-cinquième feuillet.

⁵² Idem, vingt-septième feuillet.

électorale avait pris la résolution de poursuivre lesdites opérations, dans les centres et bureaux de vote concernés, en vue de faire participer tous les citoyens au processus de désignation de leurs dirigeants conformément aux articles 5, 11 et 12 de la Constitution de 2006.

La Cour relevait, par ailleurs, que le demandeur n'avait apporté aucun élément probant de la tenue des opérations électorales durant sept jours.⁵³

Enfin, s'agissant de la troisième branche tenant au dépouillement des résultats en marge des articles 69 à 71 de la loi électorale et à la publication par la CENI des résultats non-compilés au niveau de différents centres locaux de compilation, CLCR en sigle, de l'ensemble du pays, la Haute cour rappelait qu'en tant que juge électoral, il vérifie la sincérité des résultats. En invoquant ce moyen, le requérant n'avait pas démontré le lien existant entre le mode de dépouillement dénoncé et les résultats publiés par la CENI qui auraient porté atteinte à la sincérité du scrutin. En outre, il n'avait apporté aucune preuve attestant que la CENI n'avait pas procédé à la compilation comme l'exige les dispositions de la loi invoquée ci-haut⁵⁴.

En considération de ce qui précède, la Cour avait conclu que les griefs invoqués par le requérant dans les branches examinées de son moyen unique n'avaient aucune influence déterminante sur les résultats provisoires proclamés par la CENI et ne permettaient guère l'annulation du scrutin⁵⁵.

- *Commentaires de l'arrêt*

Il est permis d'avancer quelques commentaires en contrepoint de certaines motivations de l'arrêt sous examen. De manière générale, il se dégage que la Cour constitutionnelle a esquivé de qualifier d'irréguliers les différents faits et actes dénoncés par le requérant. Elle a préféré les contourner en s'appuyant sur leur manque d'incidence, en ce qui concerne l'ordre d'arrivée de candidats, ou sur la notion de la sincérité des résultats.

A titre illustratif, en rejetant *in globo* les irrégularités préélectorales, la Cour a esquivé de préciser si la non-viabilité du fichier électoral et la non-publication de la cartographie électorale pouvaient constituer des irrégularités susceptibles d'entamer tout le processus électoral et d'en faucher les résultats. Cette attitude de la Cour n'évacue pas le doute sur les résultats réalisés par chaque candidat président de la République à cause du manque de transparence des opérations sus-évoquées. A la limite, il revenait à la Cour de justifier le non-fondement de ces moyens en partant de l'argument selon lequel ces irrégularités n'étaient pas l'œuvre d'un candidat président de la République déterminé et que celles-ci

⁵³ Lire *Arrêt RCE 014/PR.CR*, du 9 janvier 2024, vingt-septième, inédit.

⁵⁴ *Idem*, vingt-huitième feuillet.

⁵⁵ *Ibidem*.

auraient, par contre, profité à chaque candidat, qu'en revanche elles n'auraient pas d'influence sur le classement.

Par ailleurs, il est étonnant de constater que la Cour a invoqué, les dispositions de l'article 52 de la loi électorale pour entériner la prorogation des élections, au-delà d'un jour, par la CENI. Il est utile de relever, à cet effet, que cet article concerne l'hypothèse où le vote se tient effectivement le jour arrêté par le calendrier électoral et que pour des raisons indépendantes, la CENI se trouve contrainte de ne pas respecter les heures fixées pour l'ouverture et la fermeture des bureaux de vote.

Cette exception de l'article 52 *in fine* de la loi électorale tend à assurer l'égalité entre électeurs d'une part ; et d'autre part, entre candidats. Ceci veut dire qu'aucune circonscription électorale ne peut être marginalisée par la réduction de la durée des opérations de vote et qu'aucun candidat ne peut être privilégié par l'extension de cette durée. Pour cette raison, il ne peut s'agir d'une prorogation unilatérale des opérations de vote pour une durée largement supérieure à un jour car, si tel en était le cas, les droits des électeurs ne seraient pas protégés à cause du caractère arbitraire susceptible de résulter de cette prorogation.

Cette position est davantage renforcée par la volonté du constituant de laquelle il découle que « *le scrutin pour l'élection du Président de la République est convoqué par la Commission électorale nationale indépendante, quatre-vingt-dix jours avant l'expiration du mandat du président en exercice* »⁵⁶.

On peut comprendre par-là que le mandat du Chef de l'Etat étant de cinq ans, toutes les opérations liées à l'élection du nouveau Président, ainsi que sa prestation de serment, doivent être réalisées dans les quatre-vingt-dix jours avant l'expiration du mandat du Président en fonction. Il est indiscutable de lire dans le chef du constituant la volonté de voir les élections se tenir à une date précise.

Toujours à propos de cette motivation, il est déplorable que la Cour ait refusé d'exploiter les fiches des résultats ainsi que les différents procès-verbaux pour constater les dates de leur impression afin de rencontrer le moyen lié à l'étalement des opérations de vote sur une période de sept jours.

L'attitude du juge consistant à béatifier tous les actes de la CENI se manifeste également par le rejet catégorique du moyen soutenant l'irrégularité des résultats à cause de leur publication avant la clôture des opérations de compilation. Pourtant, ce moyen se présentait comme opportunité intellectuelle, afin que le juge électoral détermine le bien-fondé des opérations

⁵⁶ Article 73 de la Constitution du 18 février 2006, telle que modifiée à ce jour, in *J.O, RDC*, 52^{ème} année, Op.cit.

de compilation dans un système de vote électronique ou semi-électronique facilitant la centralisation de toutes les données par le secrétariat exécutif national. Comment ne pas établir, de ce fait, une collusion entre la Haute cour et la CENI ?

Enfin, très limitée dans sa démarche, la Cour n'a pas ouvert les yeux sur les irrégularités liées notamment à la détention des dispositifs électroniques de vote, aux bourrages d'urnes, ...

Mais bien en retard, elle tentera de faire bonne figure, en des termes ci-après. Cependant, la CENI a transmis à la Cour constitutionnelle la Décision n° 001/CENI/AP/2024 du 5 janvier 2024, portant annulation des élections législatives, provinciales dans les deux circonscriptions de Yakoma et Masimanimba. En effet, selon la CENI, après les investigations de la commission qu'elle a mise sur pieds pour enquêter sur les dénonciations de fraude, elle a annulé les élections dans ces circonscriptions. Au regard de cette nouvelle donne et considérant que le vote s'est passé à bulletin unique, la Cour va en tirer les conséquences, en étendant l'annulation des résultats dans les circonscriptions précitées à l'élection présidentielle, et retranchera à chaque candidat les suffrages qu'il a obtenus dans ces circonscriptions si bien que les résultats communiqués le 31 décembre 2023 ont une nouvelle configuration⁵⁷. Ce rattrapage de la Cour démontre que si elle avait considéré les irrégularités dénoncées, l'ordre d'arrivée des candidats resterait inchangé, après le redressement subséquent des résultats⁵⁸.

B.2. Arrêt RCE 001/PR-CR du 19 janvier 2019

- **Résumé de la requête**

Cette requête fut l'œuvre de la Dynamique de l'Opposition, D.O. en sigle, en contestation des résultats provisoire de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018.

Pour le requérant, après les opérations de vote et de dépouillement et sans attendre la fin des opérations de compilation des résultats de différents bureaux de vote disséminés à travers le territoire national, la CENI avait attribué au candidat Fayulu Madidi Martin 6.366.752 voix contre 7.051.013 voix de Monsieur Tshisekedi Tshilombo Félix, candidat de l'UDPS/TSHISEKEDI, déclaré provisoirement élu⁵⁹.

⁵⁷ Lire *Arrêt RCE. 016/PR-CR* du 09 janvier 2024, pp. 9-10, in *J.O.*, RDC, Kinshasa, première partie, numéro spécial, 13 janvier 2024.

⁵⁸ *Idem*, pp. 15-16.

⁵⁹ Guide électoral, T. III, Référencement jurisprudentiel 2006-2018, Coordination du programme d'appui de l'O.I.F., au contentieux électoral en RDC, Kinshasa, 2018, pp. 335-336.

En droit, les arguments du requérant étaient rangés en deux moyens principaux. Le premier moyen était tiré de la violation des articles 70, 70 bis et 71 de la loi électorale et consistait en la dénonciation de la publication des résultats avant la fin du dépouillement en cours dans les différents centres locaux de compilation des résultats à travers le pays. Le second moyen était tiré de la violation des articles 68 et 69 de la loi électorale et consistait en la protestation contre la non-prise en compte de différents résultats affichés après dépouillement par les bureaux de vote⁶⁰.

Toutefois, il sied de relever l'incohérence et le manque de rigueur du dispositif de cette requête. En effet, le requérant demandait à la Cour plusieurs mesures, à la fois contradictoires et peu rationnelles. Il s'agissait, entre autres, de : l'annulation des résultats provisoires erronés proclamés par la CENI ; le recomptage manuel des voix ; la rectification des résultats erronés publiés par la CENI ; la proclamation, comme Président de la République, de Monsieur Fayulu Madidi Martin⁶¹.

Cette partie du dispositif de la requête est critiquable, parce que tout d'abord le recomptage de voix, étant une mesure d'instruction, ne peut être ordonné après l'annulation des résultats électoraux. Ensuite, ce dispositif attend du juge l'annulation et la rectification des résultats. Cette dichotomie des chefs de demande n'était pas favorable au fondement de la requête. A titre d'exemple, comment la Cour constitutionnelle rectifierait-elle les résultats qu'elle a préalablement annulés.

- *Position de la Cour*

Par son arrêt sous examen, la Cour constitutionnelle avait déclaré la demande de correction des résultats d'irrecevable, faute des preuves, ce après avoir qualifié d'absurde celle de recomptage des voix. Il est par ailleurs établi que le requérant avait apporté les procès-verbaux, mais la Cour les avait rejetés pour non-respect du principe du contradictoire, puisque produits sur le banc. Il s'en était suivi la proclamation du non-fondement de la requête et la confirmation de la décision de la CENI⁶².

- *Commentaires de l'arrêt*

Ces arguments de la Cour sont discutables, parce qu'il est de notoriété publique qu'il est difficile, si pas impossible pour un candidat président de la République d'amonceler et de fournir, à la Cour, et ce dans le délai légal, tous les procès-verbaux de différents bureaux de vote ouverts partout à travers le

⁶⁰ Guide électoral, T.III, Référencement jurisprudentiel 2006-2018, *op. cit.*, pp. 336-337.

⁶¹ *Idem*, pp. 337-338.

⁶² J. DJOLI ESENG'EKELI, *Droit constitutionnel, T.IV, Libertés fondamentales*, Paris, Espérance, 2023, p. 236.

pays. Ainsi, le formalisme devait céder le pas au réalisme pour plus de transparence. La Cour ferait donc œuvre utile en agréant les pièces de la requérante, surtout qu'il n'était pas exclu que certaines d'entre elles soient fausses ou illisibles.

En plus, le refus catégorique de recourir à l'ouverture des plis ainsi que le rejet systématique des demandes de recomptage des voix, par la Cour constitutionnelle, assimilant mesure exceptionnelle et mesure impossible, s'apparentent à des techniques sagement conçues pour échapper au risque d'annulation des résultats pour fraude généralisée. N'est-ce pas là une victoire politique qui consacre en même temps la défaite du droit ?

B.3. Arrêt Csj RCE 011 / PR du 16 décembre 2011

- ***Résumé de la Requête***

Par requête reçue au greffe de la Cour suprême de justice le 12 décembre 2011, le parti politique Union pour la nation congolaise, UNC en sigle, agissant par Monsieur Vital Kamerhe Lwa Kanyinginyi, son président national, sollicitait l'annulation de la décision de la Commission électorale nationale indépendante, CENI en sigle, relative à la proclamation des résultats provisoires de l'élection présidentielle du 28 novembre 2011, en vue de l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle dans le délai légal⁶³.

D'après les arguments agencés par le requérant dans la présente, le processus électoral qui avait conduit à la proclamation des résultats provisoires contestés était émaillé de plusieurs irrégularités. Celles-ci avaient eu une incidence déterminante sur les résultats. Il en inférait d'une part, que la loi électorale avait été violée ; d'autre part, que les résultats proclamés par la CENI n'étaient pas sincères⁶⁴.

Selon le requérant, la violation de la loi électorale avait été perpétrée à travers les faits et actes imputables à la CENI, au candidat contesté ou à ses proches. Il s'agissait, entre autres, de la non-publication des listes des électeurs par province et par bureau de vote dans les délais légaux ; la non-publication de la cartographie électorale, la limitation de cinq signatures des témoins par procès-verbal ayant favorisé des fraudes massives à divers endroits comme au centre de compilation de la Foire internationale de Kinshasa, FIKIN en sigle ; la circulation illégale et irrégulière de bulletins de vote avant le scrutin ; la découverte des bulletins de vote déjà cochés en faveur du candidat n° 3 Joseph Kabila Kabange, entre les mains des tiers, à l'instar de Monsieur Néron Mbungu ; le nombre insuffisant de bulletins de vote par rapport au nombre d'électeurs enrôlés et attendus dans beaucoup de circonscriptions électorales;

⁶³ Guide électoral, T.III, Référencement jurisprudentiel 2006-2018, *op.cit.*, p. 213.

⁶⁴ Ibidem.

l'utilisation des biens et services de l'Etat congolais par le candidat numéro 3 précité aux fins de sa campagne électorale⁶⁵.

Ensuite, pour le requérant, les résultats proclamés n'étaient pas sincères, car différents de ceux publiés après le dépouillement dans les bureaux de vote. Pour conforter sa thèse, il avait cité le Vice-président de la CENI, Monsieur Jacques Djoli, qui aurait déclaré sur la Radio France Internationale, RFI en sigle, et la Radio Okapi, «*qu'il y avait absence de transparence et qu'il avait signé le procès-verbal de publication des résultats provisoires pour éviter l'enlisement d'une crise débutée depuis trois jours* »⁶⁶. D'après le requérant, ce manque de sincérité s'articulait de manière ci-après.

L'existence de deux procès-verbaux de compilation du CLCR d'Idiofa dont le premier datant du 6 décembre 2011 donnerait au candidat Joseph Kabila 265.173 voix, alors que le second datant du 8 décembre lui donnerait 273.690 voix ; la non-attribution aux différents candidats de 70.000 suffrages valablement exprimés au Katanga ; la réalisation de zéro suffrage par les dix autres candidats contre 100 % recueillis par le candidat Joseph Kabila à Melemba-Nkulu; l'existence de 3.200.000 votants par dérogation; la non-prise en compte des 2.000 procès-verbaux dans les calculs des résultats provisoires proclamés, l'inversement de l'ordre d'arrivée des candidats Vital Kamerhe devenu deuxième au profit de Joseph Kabila gagnant dans le Nord- Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri⁶⁷.

- *Position de la Cour*

Tirant sa compétence de l'article 233 de la Constitution de 2006, la Cour constitutionnelle transitoire avait déclaré la requête recevable mais non-fondée⁶⁸.

Cette décision avait pour motivation le rejet par la Cour suprême de justice des allégations du requérant pour faute des preuves et leur manque d'incidence sur les résultats⁶⁹. D'autre part, elle tenait aussi de ce que tout en notant que le candidat Joseph Kabila avait réalisé les 100% des suffrages exprimés dans la circonscription électorale de Malemba-Nkulu, la Cour relevait qu'il n'était nullement interdit à un candidat à une élection de remporter l'ensemble de voix des électeurs, dans le respect des lois et procédures en la matière⁷⁰.

⁶⁵ Guide électoral, T.III, Référencement jurisprudentiel 2006-2018, *op. cit.*, pp. 217-218.

⁶⁶ Ibidem.

⁶⁷ Idem, pp. 218-219.

⁶⁸ Idem, p. 221.

⁶⁹ Idem, pp. 219-220.

⁷⁰ Ibidem, p. 219.

- *Commentaires de l'arrêt*

Outre les critiques faites aux précédents arrêts décrivant par exemple le refus de procéder au recomptage de voix, qui valent également pour l'arrêt sous examen, il y a lieu de s'appesantir et renchérir avec le pouvoir d'investigation du juge électoral qui a fait défaut dans cette cause.

En effet, il est de coutume que la vérification de la légalité des opérations et des résultats électoraux confère au juge un pouvoir d'investigation très étendu en vertu duquel, il peut prendre toutes les mesures d'instruction nécessaires, telle que l'audition des personnes susceptibles de lui fournir des informations de nature à emporter son intime conviction⁷¹. Donc, le juge électoral n'est pas un juge à qui le requérant doit tout apporter, plutôt il est ce Haut fonctionnaire de la République chargé d'assurer la suprématie de la Constitution à travers le respect de l'expression du souverain primaire.

Ce devoir républicain exigeait qu'au regard du nombre impressionnant des irrégularités listées par l'exploit, le juge électoral puisse auditionner les agents de la CENI, principalement le Vice-président cité par le requérant ainsi que les chefs de centres où les anomalies d'une certaine ampleur auraient été commises.

En plus, le contentieux de l'élection présidentielle de 2011 lève paradoxalement le voile sur la partialité outrancière de la Cour en faveur des décisions de la CENI. Cette dernière avait pourtant demandé au juge l'annulation de l'élection législative dans 7 des 169 circonscriptions, soit 17 sièges à la députation nationale, en raison des cas de violences et ou des incidents survenus lors des scrutins, de même que des poursuites judiciaires pour une quinzaine de candidats accusés de violences⁷².

A la place de son arrêt visiblement reconnaissant, une attitude différente s'imposait à la Cour. En d'autres mots, dès l'instant où il s'agissait d'une élection conjointe à la présidentielle, de laquelle il serait difficile d'extirper les irrégularités dénoncées, il revenait à la Cour d'en annuler les résultats, du moins pour les circonscriptions retenues après exploitation des pièces à conviction. Le non-recours, par la Cour, aux recettes de la casuistique, à ce point précis, ne serait pas une faiblesse du point de vue descriptif ?

Cet exercice de validation des décisions de la CENI, sans égards aux dispositions légales, ne se limite pas seulement au contentieux des résultats, car il serait l'aboutissement de l'interprétation biaisée de loi expérimentée tout au long du processus électoral.

⁷¹ J-L. ESAMBO, *Droit électoral congolais*, 2^{ème} éd., *Op.cit.*, p. 525.

⁷² Rapport final, Élections présidentielle et législatives du 28 novembre 2011, de la Mission d'Observation électorale de l'Union Européenne, MOEUE, en République Démocratique du Congo, 2011, p. 44.

B.4. Arrêt RCE 005/006/PR du 3 septembre 2018

L'absence de cet arrêt au greffe de la Cour ainsi qu'au journal officiel justifie sa présentation en résumé.

A titre préliminaire, il est nécessaire de noter que dans sa Décision n° 028/BUR/CENI du 24 août 2018, la Commission électorale nationale indépendante avait déclaré irrecevables les candidatures des indépendants, des partis et regroupements politiques à l'élection du président de la République⁷³.

Mécontent de cette décision, Adolphe Muzito, l'un de candidats invalidés avait mobilisé la Cour constitutionnelle, juge du contentieux des candidatures à l'élection présidentielle. Vraisemblablement, son invalidation faisait suite à la requête du Parti lumumbiste unifié à cause d'un éventuel conflit occasionné par le dépôt de sa candidature à l'élection présidentielle, sous les couleurs d'un regroupement politique dénommé Union des républicains alors qu'il était député national élu sous le label du parti politique plaignant⁷⁴.

La première chambre de la Cour constitutionnelle rejeta la requête du requérant. Dans son arrêt rendu du 3 septembre 2018, elle mentionnait l'absence de preuves nécessaires pour confirmer la démission préalable de Monsieur Muzito du Parti lumumbiste unifié (PALU). Pour la Cour, il y avait bel et bien un conflit d'intérêts entre Monsieur Muzito et le PALU, comme l'avait évoqué la Commission électorale nationale indépendante (CENI)⁷⁵.

Cet arrêt est intervenu en marge de la loi mettant par ailleurs le juge électoral en contradiction avec ses précédentes décisions. Au plan légal, en tant que juge des candidatures, la Cour devait s'assurer de la régularité du dossier de candidature de Monsieur Adolphe Muzito en vérifiant si les pièces y versées répondaient aux critères constitutionnels et légaux d'éligibilité. Dans l'affirmative, la Cour devait valider cette candidature et instruire son insertion sur la liste définitive par la CENI, ou la rejeter dans la négative.

Sans surprise et pour conférer une forme judiciaire à la décision de la CENI, la Cour a jugé le bien-fondé de la requête en se basant sur la notion de conflit d'intérêts qui n'est pas un moyen légal d'irrecevabilité d'une candidature, mais renvoie plutôt à un différend interne à une formation politique. Pourtant, les conflits de ce genre sont de la compétence du tribunal de grande instance⁷⁶. D'ailleurs, la loi-organique sur les juridictions de l'ordre administratif a

⁷³ J-L. ESAMBO, *Droit électoral congolais*, 2^{ème} éd., *op.cit.*, p. 234.

⁷⁴ *Ibidem*.

⁷⁵ <https://www.radiookapi.net/2018/09/03/actualite/politique/la-cour-constitutionnelle-declare-recevables-les-candidatures-de>, consulté le 19 novembre 2024.

⁷⁶ Article 32 de la Loi n° 04/002 du 15 mars 2004 portant organisation et fonctionnement interne des partis politiques, in *JO*, 45^{ème} année, Kinshasa, numéro spécial, 18 mars 2004.

apporté un éclairage de taille à ce propos en sens ce qu'elle confère cette compétence au tribunal administratif⁷⁷.

La décadence est là, consacrée par une sorte d'ubiquité judiciaire synonyme d'un affront aux différentes méthodes de la science du droit et de droit, parce que la Cour constitutionnelle a assumé les fonctions d'un tribunal inférieur, à savoir le tribunal de grande instance, avant de se métamorphoser en juge des candidatures à la magistrature suprême. Ce comportement contraste, pour plusieurs raisons, avec les idéaux de l'Etat de droit qui justifient parfois l'extension des compétences de la Cour, car celle-ci n'est envisageable que lorsque la Cour opère en sa fonction spécifique de garante de la Constitution appelée à pallier le vide juridique ressenti comme une menace contre un droit fondamental⁷⁸.

Enfin, au plan jurisprudentiel, garant de la légalité des candidatures à l'élection des députés nationaux, le juge électoral suprême s'était autrefois déclaré incompétent pour connaître d'une demande visant le règlement d'un conflit interne à un parti ou un regroupement politique (CSJ, 5 octobre 2011, RCDC/DN/006, Aff. Bambuka Busianda contre la Commission électorale nationale indépendante)⁷⁹.

III. CONSEQUENCES SUR L'UNITE JURISPRUDENTIELLE

La subjugation de la juridiction ayant le contrôle des élections politiques dans ses attributions provoque des effets néfastes à la construction d'une jurisprudence susceptible de servir de référence tant pour les autres juges que pour la communauté scientifique. Ce manque de référence peut se révéler au niveau de la motivation des arrêts (A), de la détermination de la notion d'effet utile, ainsi que du bien-fondé de la convocation d'un nouveau scrutin (B), de la notion d'erreur matérielle et celle des droits de la défense (C).

A. Du point de vue de la motivation des arrêts

La motivation des jugements est à la fois une obligation constitutionnelle pour le juge et une garantie de droit pour le justiciable qui se trouve protégé contre l'arbitraire, car elle sous-entend pour ce dernier que ses moyens ont été sérieusement examinés⁸⁰.

⁷⁷ Article 112 de la Loi-organique n° 16-027 du 15 octobre 2016 portant organisation, compétence et fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif, in *J.O.RDC.*, 57^{ème} année, Kinshasa, numéro spécial, col. 1, 18 octobre 2016.

⁷⁸ Lire à ce propos les Arrêts R.CONST.1800 du 22 juillet 2022 et R.CONST.1816 du 18 novembre 2022 in *Bulletin des arrêts de la Cour constitutionnelle, Contentieux de constitutionnalité, 2022-2023*, Kinshasa, Médias Paul, 2024.

⁷⁹ J-L. ESAMBO, *Droit électoral congolais 2^{ème} éd.*, *Op.cit.*, p. 234.

⁸⁰ C-T. TUKA IKA BAZUNGULA, *La Cassation en droit congolais*, Kinshasa, P.U.C., 2017, p. 245.

En droit congolais, la motivation des jugements a une base constitutionnelle et légale. L'article 21, alinéa premier, de la Constitution de 2006 l'impose à tous les juges, alors que l'article 93, alinéa deuxième, de la loi-organique régissant l'organisation et le fonctionnement de la Cour constitutionnelle l'étend à tous les arrêts rendus par celle-ci, notamment les arrêts de contentieux électoraux.

Il est nécessaire de noter qu'au-delà de la clarté qu'elle fournit dans la distribution de la justice, la motivation des décisions de la Cour constitutionnelle requiert une rigueur méthodologique très élevée non seulement à cause de la majesté de l'institution, mais surtout à cause de la dimension théocratique attachée aux dites décisions, en ce sens que la Cour jouit de la présomption d'infailibilité.

La partie dédiée à la motivation des arrêts de la Cour constitutionnelle est d'une importance certaine, parce que c'est à ce niveau que se retrouve la tête même de l'arrêt. Elle permet de situer premièrement la compétence du juge par rapport à la question posée, avant de fournir à l'auditoire le raisonnement ayant conduit à la solution finale.

Cependant, dans ses arrêts multipolaires, à titre exceptionnel les arrêts en rectification d'erreurs matérielles, la Cour bégaye de fixer la base juridique de sa compétence. Les arrêts ci-haut analysés laissent planer l'idée selon laquelle ils auraient été délibérés et prononcés par des juridictions différentes et à de différentes dates, ce qui n'est pourtant pas le cas.

En termes de conséquences, l'hésitation entre le respect de l'autorité absolue de la chose jugée que revêtent ses arrêts, particulièrement ceux tranchant les litiges électoraux, et sa décadence, la Cour a produit des arrêts difformes et discordants sur une même question. Ces arrêts non-motivés ou à peine motivés sont dépourvus de valeur nécessaire à même d'inspirer les autres juges sur des questions de même nature ou d'assurer la sécurité juridique aux candidats.

B. Effet utile, organisation d'une nouvelle élection

Le siège de cette matière est indiscutablement l'article 75 de la loi électorale. Suivant cet article, lorsque la Cour constitutionnelle retient les irrégularités qui ont une influence déterminante sur les scrutins, elle peut annuler le vote en tout ou en partie et ordonner la tenue d'un nouveau scrutin dans les soixante jours de la notification de l'arrêt à la CENI⁸¹.

A maintes reprises, la Cour est revenue sur cette disposition, mais de quelle manière. Certains cas saillants viennent en complément aux failles jurisprudentielles sus évoquées pour fournir la réponse à cette question.

⁸¹ In J.O.RDC, 63^{ème} année, Op.cit.

Dans un premier temps, l'attitude du juge face aux irrégularités constitutives des faits infractionnels sera analysée avant celle qu'il a affichée face à l'organisation d'un second scrutin après l'annulation du premier.

Commençons par les affaires RCE 517/DN du 25 avril 2012 et RCE 0607/DN-CR du 12 mars 2024 qui portent en commun la dénonciation des irrégularités de nature infractionnelle commises par les candidats proclamés provisoirement élus.

Sous RCE 517/DN, la Cour suprême de justice fut saisie par le Parti chrétien démocrate pour le développement intégral, PCDI en sigle, contre Jean-Claude Baende, candidat à la députation nationale, pour la circonscription électorale de Mbandaka, dans la province de l'Equateur⁸².

Statuant à cet effet, la Cour suprême de justice avait déclaré ce recours fondé à cause des brutalités commises contre les témoins des autres candidats, le bourrage d'urnes, l'irruption dans les différents bureaux de vote ainsi que la violence mis à charge du candidat contesté tels que relevés dans la lettre du président de la CENI adressée au Procureur général de la République, le procès-verbal de délibération des résultats et la pétition du groupement des pygmées adressée au président précité ainsi que les aveux dudit candidat. Pour la Cour, si ces graves irrégularités n'avaient pas été commises, les résultats auraient été différents⁸³.

Sous RCE 0607/DN-CR, la Cour constitutionnelle fut mobilisée par le Parti politique Union pour la démocratie et le progrès social/TSHISEKEDI, UDPS/TSHISEKEDI en sigle, contre Madame N'sele Mimpa O'neige, candidate du regroupement politique A/B50 dans la circonscription électorale d'Inongo/Territoire. Il était reproché à la candidate contestée la détention illégale des trois dispositifs électroniques de vote (DEV), par ses collaborateurs, le bourrage d'urnes ainsi que la falsification des résultats.

Les pièces versées au dossier renseignaient que ces irrégularités furent dénoncées régulièrement auprès du SEP/Maï-Ndombe, du Bureau de la CENI, en date du 22 décembre 2023, puis portées à la connaissance du Procureur général près la Cour de cassation *via* une plainte déposée à charge des deux informaticiens de la CENI Inongo, en date du 24 décembre 2023. Curieusement, cette requête fut déclarée non-fondée⁸⁴.

A l'examen de ces arrêts, il se dégage un manque de rigueur méthodologique, dans le chef de la Cour concernant la solution réservée à la question centrale, celle des conséquences attachées aux irrégularités portées

⁸² P. BONDO, « Droit électoral pénal congolais, analyse des incriminations et de la jurisprudence d'un contentieux utile pour la répression de la fraude électorale », *Op.cit.*, p. 1166.

⁸³ *Idem*.

⁸⁴ RCE 0607/DN-CR du 12 mars 2024, inédit.

concomitamment devant le juge électoral et le magistrat instructeur. Il s'agit des irrégularités constituant en même temps des cas de violation du droit pénal ou du droit électoral pénal, mais n'ayant pas encore connu un jugement de condamnation ou d'acquittement du candidat mis en cause. Pourtant, ces arrêts gagneraient en valeur s'ils étaient suffisamment et rigoureusement motivés, car ils dégageraient certainement l'une des hypothèses ci-après.

Par exemple, la Cour pouvait motiver ses arrêts dans le sens d'ignorer ou de considérer le caractère infractionnel des faits dénoncés. Dans la première hypothèse, la validation ou non du mandat politique dépendrait du degré de l'impact de ces faits sur les résultats, comme d'ordinaire. C'est le recours pur et simple à la théorie de l'effet utile. Dans la deuxième hypothèse, l'une des deux solutions suivantes s'offrirait au juge. L'annulation des résultats en cas d'irrégularités constitutives des violations au droit pénal électoral ou le rejet de moyens se rapportant à ces différentes irrégularités. Ce rejet aurait pour fondement, l'incompétence du juge électoral à connaître des irrégularités portant sur la violation de la loi pénale avant la décision du juge compétent. Ainsi, ce n'est qu'à la suite de sa condamnation ultérieure par le juge pénal, que le candidat incriminé perdrait le mandat ainsi attribué.

De toute évidence, la garantie d'impartialité dans la distribution de la justice électorale rime avec l'exigence d'élaboration des principes jurisprudentiels susceptibles d'être dupliqués à d'autres cas d'espèces, parce que comme éclairait Montesquieu « *les décisions des tribunaux doivent être conservées, elles doivent être apprises pour que l'on y juge aujourd'hui comme on y jugeait hier* »⁸⁵.

Par ailleurs, lorsque le juge recourt à la solution extrême et redoutable d'annulation de l'élection à cause des irrégularités systématisées, la loi prévoit qu'il ordonne l'organisation d'un nouveau scrutin. Cet ordre à adresser à l'autorité en charge de la gestion matérielle des élections n'est pas une faculté laissée à l'appréciation souveraine du juge électoral suprême, mais une obligation découlant du principe d'égalité des électeurs et d'universalité du corps électoral. Le juge électoral congolais s'est déjà invité sur ce terrain, notamment dans les affaires sous RCE 744 du 25 avril 2012 et RCE 1032 du 18 septembre de la même année.

Sous RCE 744 la Cour suprême de justice fut appelée à se prononcer sur la rectification des résultats ou sur l'annulation du scrutin, dans la circonscription électorale de Masisi, province du Nord-Kivu, par le parti politique Mouvement social pour le renouveau, MSR en sigle. Réagissant à cette demande, la Cour

⁸⁵ M. WANDA, « Essai sur la motivation des décisions de justice. Pour une lecture simplifiée des décisions des Cours constitutionnelles ». In *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 15-1999, 2000. Constitution et sécurité juridique – Droit constitutionnel, droit communautaire et droit européen, pp. 35-63.

avait confirmé la décision d'annulation des élections prise par la CENI le 26 janvier 2011 et enjoint à celle-ci de réorganiser le scrutin dans le délai légal⁸⁶.

Sous RCE 1032, la Cour fut saisie en interprétation de l'arrêt RCE 744 par le Procureur général près cette juridiction. Ce dernier sollicitait la position à adopter puisqu'en raison de l'insécurité généralisée sur terrain, le délai légal des soixante jours impartis à la CENI était épuisé et que la circonscription de Masisi n'était pas représentée à l'Assemblée nationale. En réponse, la Cour avait déclaré la requête fondée, prononcé le rabat du devoir prescrit à la CENI et enjoint à celle-ci de rendre publics les résultats provisoires contenus dans les pièces produites par devant elle⁸⁷.

Pour rabattre ce délai et exhumer les résultats qu'elle avait annulés, la Cour a dû perdre la pédale et la raison juridique en se laissant étrangement emporter par le mystère de cette demande en interprétation⁸⁸.

Toutes choses restant égales par ailleurs, le problème de droit qu'il incombe au juge de résoudre, en l'espèce, n'était pas la réparation d'une quelconque injustice, mais celui du respect du délai légal endéans lequel l'élection annulée devait être tenue à nouveau. De l'office du juge, sortiraient ainsi les éclaircissements relatifs aux effets d'un cas de force majeure sur ledit délai. Logiquement, au regard du caractère imprévisible et insurmontable de l'insécurité persistante dans cette contrée de la République, en recourant à l'approche fonctionnelle, le juge interpréterait l'arrêt, incompris par son procureur, dans le sens de proroger ce délai.

C. Erreur matérielle, droit de la défense

Les notions d'erreur matérielle et de droit de la défense devant la Cour constitutionnelle, officiant en qualité de garant de la régularité et de la sincérité des mandats des autorités des institutions politiques à mandat électif : Président de la République, députés nationaux et sénateurs, seront analysées séparément. Cette bipartition facilite l'appréhension, dans la mesure du possible, de différents raisonnements du juge ainsi que des effets respectifs y rattachés.

D'abord la notion de l'erreur matérielle dont la définition mérite une analyse postérieure à celle de la jurisprudence. La jurisprudence peut désigner une solution généralement donnée par les tribunaux à une question de droit⁸⁹.

⁸⁶ T. MATADIWAMBA KAMBA MUTU, *Selon que la jurisprudence*, Bruxelles, L'Harmattan, 2019, pp. 50-57.

⁸⁷ Ibidem, pp. 50-57.

⁸⁸ J. MUSHIYA MBANGU, « Article 75 de la loi électorale : à l'épreuve de la Jurisprudence de la Cour constitutionnelle », in *Mouvements et Enjeux Sociaux - Revue Internationale des Dynamiques Sociales*, n° 123, Juillet - Septembre 2022, p. 280.

⁸⁹ P. AVRIL et J. GIQUEL, *Lexique de droit constitutionnel*, 6^{ème} éd., Paris, Puf, 2020, p. 64.

Cette définition insiste à propos de la répétition d'une solution sur une même matière. Cependant, elle a l'inconvénient de s'écarter de l'approche casuistique en ce sens qu'elle met l'accent sur le nombre de tribunaux. D'après cette définition, il est exclu de parler de la jurisprudence en cas d'une solution réservée aux litiges de nature identique par une même juridiction, comme la Cour constitutionnelle.

Selon la définition adoptée dans cette étude, cette notion s'entend d'une décision isolée, appliquée dans un cas particulier pouvant devenir ou non la jurisprudence⁹⁰, en fonction de sa répétition ou non sur les cas de même espèce. Dans ce sens, une seule juridiction, Cour constitutionnelle, peut être la source d'une jurisprudence selon qu'elle développe un raisonnement précis pour tous les cas identiques.

C'est sous l'enseigne de cette dernière définition que s'amorce le traitement de la notion d'erreur matérielle dans les arrêts de la Cour constitutionnelle siégeant en qualité de juge des résultats.

En 2021, la Cour constitutionnelle plaçait la notion d'erreur matérielle au cœur de ses tendances jurisprudentielles en circonscrivant sa définition et ses effets sur le plan de droit. En effet, pour la Cour, l'erreur matérielle s'oppose à l'erreur de droit, laquelle suppose une interprétation ou application incorrecte volontairement ou par ignorance de la loi ou des faits. La Cour concluait que les erreurs dites matérielles sont celles dont les rectifications n'ont pas d'incidence sur le dispositif d'une décision judiciaire⁹¹. Ainsi, elle en inférait que le recours en rectification d'erreur matérielle est soumis à deux conditions cumulatives : le refus de réexamen de la cause et l'exigence d'être partie au procès dans l'arrêt à interpréter⁹².

C'est une suite logique, car les décisions de la Cour constitutionnelle sont immédiatement exécutoires de sorte qu'elles couvrent toutes sortes de vices dont l'élection est entachée⁹³, si bien que l'invalidation du mandat déjà confirmé n'est envisageable que dans les conditions déterminées par la Constitution.

Contre toute attente, de manière *contra legam*, la même Cour a fait noter cependant que, conformément à l'article 74^{quinquies} de la loi électorale, une erreur matérielle produirait inéluctablement une incidence sur le dispositif d'une décision judiciaire⁹⁴. Pour rappel, cette décision a été rendue à la même date que d'autres décisions par lesquelles la Cour avait décliné sa compétence à

⁹⁰ T. MATADIWAMBA KAMBA MUTU, *Op.cit.*, p. 14.

⁹¹ Discours de la rentrée judiciaire de la Cour constitutionnelle du Président de la Cour constitutionnelle D. KALUBA DIBWA, in *Tendances jurisprudentielles de la Cour constitutionnelle*, Kinshasa, 2021, pp. 117-118.

⁹² *Idem*

⁹³ E. BANYAKU LUAPE EPOTU, *Quelques questionnaires sur la procédure devant la cour constitutionnelle : Esquive judiciaire ou délicatesse politique face aux besoins de la justice des citoyens congolais, la vision d'un politologue*, Kinshasa, CEDIS, 2018, p. 133.

⁹⁴ Lire Arrêt RCE 1413/DN-CR du 22 avril 2024, inédit.

connaître des recours prétendument rectificatifs d'erreurs matérielles au motif qu'ils aboutiraient à la modification des dispositifs des arrêts attaqués⁹⁵.

Ce tâtonnement de la Cour constitutionnelle n'avait, pourtant, pas raison d'être, parce que ses compétences sont essentiellement constitutionnelles et non légales. Ainsi, toute disposition de la loi électorale, instituant une voie de recours dont la finalité consisterait en la récusation de l'autorité de la chose jugée des décisions des juridictions électorales, devait être considérée comme inapplicable devant la Cour constitutionnelle.

C'est maintenant l'occasion de traiter, ensuite, la notion des droits de la défense qui sera contrebalancée à celle de la régularité et de la sincérité des mandats électoraux, car entre les deux, le juge semble être perdu dans la nuit des temps.

Au fait, le juge surgit face aux différentes sollicitations des parties sans outils méthodologiques appropriés ni référence à sa mémoire. Pour s'en convaincre, il suffit d'emprunter les coulisses de son palais comme cela est rapporté synthétiquement dans les lignes qui suivent.

D'abord, il convient de noter que les droits de la défense sont des principes généraux du droit à valeur constitutionnelle qui se rattachent aux principes fondamentaux reconnus à l'homme dans un Etat de droit, notamment le procès équitable, comme s'imposant au législateur et aux juges⁹⁶.

En matière électorale, les droits de la défense comprendraient le droit d'être informé des griefs portés contre soi ainsi que celui de les contester, le droit de se faire assister ou représenter par un avocat devant le juge.

Par contre, la régularité s'oppose à l'irrégularité qui s'entend d'un défaut entachant un acte ou encore d'une situation non-conforme au droit. L'irrégularité se produit du fait de l'inobservance d'une condition de formation. Cela étant, la non-observance de l'une ou l'autre de conditions légales garantissant la tenue des élections constituerait une irrégularité électorale⁹⁷.

Dans la cause sous RCE 1413/DN-CR du 22 avril 2024, comme dans tant d'autres, la Cour a réhabilité le candidat invalidé au motif que son droit de la défense consacré par l'article 19, alinéa 3 de la Constitution n'a pas été respecté, curieusement par la Cour elle-même.

Par-là, la Cour a procédé à une hiérarchisation favorable à la primauté des droits de la défense contre la sincérité du scrutin. Ce raisonnement ne peut occulter la manipulation de la Cour et le cercle vicieux dans lequel elle se serait

⁹⁵ A titre indicatif, lire les Arrêts RCE 1409/DN-CR, RCEV1440/DN-CD, RCE 1473/DN-CR, tous du 22 avril 2024, inédits.

⁹⁶ J-M. TASOKI MANZELE, *Procédure pénale congolaise*, Paris, l'Harmattan, 2016, p. 55.

⁹⁷ J. MUSHIYA MBANGU, « Article 75 de la loi électorale : à l'épreuve de la Jurisprudence de la Cour constitutionnelle », *Op.cit.*, p. 278.

enfoncee. Au fait, par le passé la Cour suprême de justice, officiant à la place de la Cour constitutionnelle, avait affirmé de manière assez récurrente l'impertinence du moyen lié au non-respect du droit de la défense, dans le cas où l'annonce de la date d'audience n'a pas été faite à l'adresse de la partie intéressée. Pour la Cour, la célérité que requiert le contentieux électoral justifie que la communication de la date d'audience soit effectuée par voie des médias, uniquement des médias officiels, tels que la RTNC 1, RTNC 2 et l'ACP⁹⁸. Il a été ainsi arrêté à l'encontre du parti politique ARP qui ne s'était pas présenté à l'audience du 18 janvier 2007 en dépit du communiqué diffusé par les médias officiels, le 10 des mois et année que dessus⁹⁹.

En plus, en 2024, la Cour a insisté sur le caractère d'ordre public attaché à la notion de l'authenticité et à celle de la sincérité du scrutin. D'où, sa compétence, comme juge électoral, à s'assurer que les irrégularités dénoncées sont avérées et susceptibles d'influer sur les résultats électoraux si bien qu'elle peut rectifier les résultats s'ils sont entachés d'erreur matérielle ou de fraude avérée, même en dehors de tout contentieux ou en cas d'un recours déclaré infondé¹⁰⁰.

En conséquence de ce qui précède, la Cour avait annulé 26.595 suffrages sur les 18.045.348 proclamés par la CENI, ramenant ainsi le taux de participation, à l'élection présidentielle de 2023, à 42,65 % contre 43,23 initialement annoncé. Cette décision s'était répercutée négativement sur chaque candidat président de la République, alors qu'aucun d'eux n'a été appelé à l'audience de la Cour¹⁰¹.

En somme, de manière générale, les arrêts en rectification des erreurs déclarées matérielles, mais qui ont abouti à la réhabilitation des candidats invalidés par la Cour anéantissent les efforts de construction de l'unité de la jurisprudence. Ces arrêts défectueux n'appellent pas confusion avec le revirement jurisprudentiel qui n'a lieu qu'en cas d'une jurisprudence affinée suivant le réquisit admis pour chaque cas d'espèce, hypothèse difficilement soutenable à ce stade, tant il est vrai qu'après quatre cycles électoraux la Cour constitutionnelle refuse de se faire lier les mains.

Ces raisonnements multipolaires de la Cour constitutionnelle jettent un discrédit sur les institutions et prolongent parfois le débat en rapport avec la légitimité de leurs animateurs.

⁹⁸ E. MUKENDI WAFWANA, *Contentieux électoral dans la pratique de la Cour suprême de justice faisant office de la Cour constitutionnelle*, Kinshasa, Juridico, 2011, p. 156.

⁹⁹ Idem, p. 157, *Arrêt RCE. 326* du 08 février 2007.

¹⁰⁰ Lire *Arrêt RCE 016/PR-CR, Op.cit.*, pp. 9-10.

¹⁰¹ Idem, pp. 13-14.

CONCLUSION

Le constituant de 2006 a opté pour une démocratie pluraliste, après la tentative manquée lors de la Conférence nationale souveraine. Parmi les particularités de ce nouvel ordre politique, la soumission des pouvoirs des autorités politiques à la consultation populaire reste saisissante. Toutefois, la crédibilité d'un processus électoral est fonction de sa conformité aux principes fondamentaux d'égalité et de liberté entre acteurs électoraux. L'instauration de la Cour constitutionnelle concourt à cette mission.

Cependant, il s'avère que le cadre normatif régissant la procédure de nomination des membres de la Cour est de nature à conférer aux institutions politiques un droit de regard sur ces derniers, mais surtout à céder son indépendance contre son incarnation par les forces politiques gouvernantes. Subjuguée, la Cour constitutionnelle fait croire en l'existence d'une crise d'appareils scientifiques dans la recherche de la sincérité électorale et se démarque par des apories et des amnésies.

Ainsi, au bout de quatre cycles électoraux, il est difficile d'appréhender, ou de confirmer sans frémir, les grandes positions du juge dans la résolution des contentieux des élections nationales. Ce dernier étant capable de s'écarter de différentes méthodes, mais aussi de déconstruire, sans préavis ni remords, son raisonnement. De la production des arrêts liberticides et « juridiques », il s'érige parfois en un tribunal ordinaire reléguant le contrôle de la légitimité des mandats politiques dans le lot de questions taboues, notamment à cause de sa large partialité en faveur des décisions de la CENI. Cette partialité flanque la Cour dans une position de béatification des irrégularités électorales et d'entérinement aveugle des résultats électoraux qui aboutissent à la déconstitutionnalisation des compétitions électorales.

C'est ainsi qu'en 2024, la Cour constitutionnelle, dernier rempart de l'Etat de droit, qui devait restaurer l'égalité entre candidats par la remise des choses *ab ovo*. C'est-à-dire, réhabiliter les suffrages invalidés de tous les candidats victimes, recalculer le nombre total de suffrages valablement exprimés à travers le territoire national afin de dégager le seuil par liste, s'est contentée de dresser un message aux accents nécrologiques. Message annonçant aux différents candidats victimes qu'elle avait le regret de constater la violation de ses compétences, par la CENI, sans pour autant leur prescrire la solution. Il s'en est suivi que certains candidats légitimes, soit les élus du peuple, se sont retrouvés loin de l'hémicycle alors que d'autres qui avaient lamentablement échoué aux urnes, y siègent.

Cette débâcle doit être stoppée à travers la patrimonialisation culturelle de la Cour, sinon sa décadence poursuivra son bonhomme de chemin jusqu'à provoquer la déliquescence totale de l'Etat, car des dirigeants non-mandatés par le peuple, mais fabriqués d'une certaine manière, ne pourra sortir qu'un Gouvernement illégitime. Ensemble, ils produiront de lois et politiques publiques contraires aux intérêts de la nation. Il reste que la collusion démontrée entre la CENI et la Haute cour discrédite non seulement cette dernière, mais poignarde également l'Etat de droit qui ne peut véritablement s'installer sans l'indépendance du juge électoral.

BIBLIOGRAPHIE

I. Textes légaux

- Constitution du 18 février 2006, telle que modifiée à ce jour, in *J.O. RDC*, 52^{ème} année, Kinshasa, numéro spécial, 5 février 2011.
- Loi-organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, in *J.O.RDC*, 57^{ème} année, Kinshasa, numéro spécial, col. 1, 18 octobre 2016.
- Loi n° 04/002 du 15 mars 2004 portant organisation et fonctionnement interne des partis politiques, in *JO*, 45^{ème} année, Kinshasa, numéro spécial, 18 mars 2004.
- Loi n° 06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales telle que modifiée à ce jour, in *J.O.RDC*, 63^{ème} année, Kinshasa, numéro spécial, première partie, 05 juillet 2022.
- Décision n°003/CENI/AP/2023 du 13 janvier 2024, portant réhabilitation des suffrages du candidat Kalumba Mwana Ngongo Justin, dans la circonscription électorale de Kasongo, province du Maniema.

II. Arrêts

- Arrêt RCE 326 du 8 février 2007, inédit.
- Arrêt Csj RCE 011 / PR du 16 décembre 2011, inédit.
- Arrêt RCE 517/DN du 25 avril 2012, inédit.
- Arrêt RCE 005/006/PR du 3 septembre 2018, inédit.
- Arrêt RCE. 016/PR-CR du 9 janvier 2024, in *J.O, RDC*, Kinshasa, première partie, numéro spécial, 13 janvier 2024.
- Arrêt RCE 014/PR CR du 9 janvier 2024, inédit.
- Arrêt RCE 016/PR-CR du 9 janvier 2024, inédit.
- Arrêt RCE 0607/DN-CR du 12 mars 2024, inédit.
- Arrêt RCE 684/DN-CR du 12 mars 2024, inédit.
- Arrêt RCE 1390/ND-CR du 22 avril 2024, inédit.
- Arrêt RCE 1413/DN-CR du 22 avril 2024, inédit.
- Arrêt RCE 1474/DN-CR du 22 avril 2024, inédit.
- Arrêt RCE 1476/ND-CR du 22 avril 2024, inédit.

III. Doctrine

- ARDANT Ph., *Institutions politiques et Droit constitutionnel*, 17^{ème} éd., Paris, LGDJ, 2005.
- AVRIL P. et GIQUEL J., *Lexique de droit constitutionnel*, 6^{ème} éd., Paris, Puf, 2020.
- ESAMBO KANGASHE J-L, *Droit électoral congolais*, 2^{ème} éd., Bruxelles, Académia l'Harmattan, 2020.

- BONDO P., Droit électoral pénal congolais. Analyse des incriminations et de la jurisprudence d'un contentieux utile pour la répression de la fraude électorale, in J-P. SEGIHOBE et alii., *Le droit pénal congolais entre douleur et enchantement dans le contexte contemporain*, Liber amicorum Doyen Raphaël Nyabirungu mwene Songa, Bruxelles, Brulant, 2021.
- BOKONA WIPA BONDJALI F., « La patrimonialisation en Afrique ou la trahison de la constitution par le phénomène partisan », in *Revue française de droit, cultures et institutions*, Paris, Espérance, 2022.
- BOSHAB E., *Entre les colombes et les faucons : où vont les partis politiques*, Kinshasa, PUK, 2001.
- BANYAKU LUAPE EPOTU E., *Quelques questionnaires sur la procédure devant la cour constitutionnelle : Esquive judiciaire ou délicatesse politique face aux besoins de la justice des citoyens congolais, la vision d'un politologue*, Kinshasa, CEDIS, 2018.
- DJOLI ESENG'EKELI J., *Droit constitutionnel T.IV, Libertés fondamentales*, Paris, Espérance, 2023.
- KALALA MUPANGANI F., *Le Droit constitutionnel de la RDC*, Kinshasa, C.U., 2023
- MARC G., La motivation des décisions du Conseil constitutionnel. In *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 28-2012, 2013. Le juge constitutionnel et l'équilibre des finances publiques - Constitutions et mécanismes d'intégration régionale. pp. 49-51.
- WANDA M., Essai sur la motivation des décisions de justice. Pour une lecture simplifiée des décisions des Cours constitutionnelles. In *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 15-1999, 2000. Constitution et sécurité juridique – Droit constitutionnel, droit communautaire et droit européen. pp. 35-63.
- MATADIWAMBA KAMBA MUTU T., *Selon que la jurisprudence*, Bruxelles, L'harmattan, 2019.
- MAVUNGU J-P., *La justice constitutionnelle en République Démocratique du Congo, Aperçu sur la compétence et la procédure devant cette haute juridiction*, Kinshasa, EUA.
- MUKENDI LUMPUNGU F., « Patrimonialisation culturelle de la Cour constitutionnelle dans la consolidation de l'Etat de droit en République Démocratique du Congo », in *Cahiers africains des droits de l'homme et de la démocratie ainsi que du développement durable*, Revue africaine interdisciplinaire, 28^{ème} année, Numéro 84, Volume 1, Juillet-Septembre 2024.
- MUKENDI WAFWANA E., *Contentieux électoral dans la pratique de la Cour suprême de justice faisant office de la Cour constitutionnelle*, Kinshasa, Juridico, 2011.

- MUSHIYA MBANGU J., « Article 75 de la loi électorale : à l'épreuve de la Jurisprudence de la Cour constitutionnelle », in *Mouvements et Enjeux Sociaux - Revue Internationale des Dynamiques Sociales*, n° 123, Juillet - Septembre 2022.
- MUTUZA KABE R-E., *De la philosophie occidentale à la philosophie négro-africaine*, Kinshasa, EUA, 2008.
- REMY-GRANGER D., Le pouvoir de suffrages, in M. TROPER et alii, *Traité international de droit constitutionnel*, T.2, Paris, Dalloz, 2012.
- REMY-GRANGER D., Le pouvoir de suffrages, in M. TROPER et alii, *Traité international de droit constitutionnel*, T.2, Paris, Dalloz, 2012.
- TASOKI MANZELE J-M., *Procédure pénale congolaise*, Paris, l'Harmattan, 2016.
- TUKA IKA BAZUNGULA C-T., *La Cassation en droit congolais*, Kinshasa, P.U.C., 2017.

IV. Autres documents

- Discours de la rentrée judiciaire de la Cour constitutionnelle du Président de la Cour constitutionnelle KALUBA DIBWA D., in *Tendances jurisprudentielles de la Cour constitutionnelle*, Kinshasa, 2021.
- Guide électoral, T.III, Référencement jurisprudentiel 2006-2018, Coordination du programme d'appui de l'O.I.F., au contentieux électoral en RDC, Kinshasa, 2018.
- Rapport final, Élections présidentielle et législatives 28 novembre 2011, Mission d'Observation électorale de l'Union Européenne, MOEUE, en République Démocratique du Congo, 2011.

V. Webographie

- <https://www.radiookapi.net/2018/09/03/actualite/politique/la-cour-constitutionnelle-declare-recevables-les-candidatures-de>, (18 novembre 2024).
- <https://www.radiookapi.net/2024/02/08/actualite/politique/legislative-s-2023-invalides-par-la-ceni-63-candidats-deboutes>, (19 novembre 2024).